



Envoyé en préfecture le 12/02/2026  
Reçu en préfecture le 12/02/2026  
Publié le 12/02/2026  
ID : 017-241700699-20260206-DEL2026\_040-DE

**webdelib**

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### Séance du vendredi 6 février 2026

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 16

Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 23 janvier 2026

L'an deux mille vingt six, le six février à 10 h 00, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

#### Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

#### Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre) : pouvoir à Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage)

#### Absents :

Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)

**Secrétaire de séance :** Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU

**Modification des statuts du Syndicat Intercommunautaire du Littoral****Affaires générales**

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

De par ses statuts et depuis sa création en 2006, le Syndicat Intercommunautaire du Littoral (SIL) est compétent en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés dans le cadre des dispositions des articles L. 541-1 et suivants du Code de l'Environnement pour l'ensemble de ses adhérents.

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes est, depuis 2010, membre du SIL, dont la vocation est d'assurer le traitement des ordures ménagères, des biodéchets, des emballages ménagers recyclables et des déchets verts.

Chaque année, le Comité syndical du SIL délibère sur le montant des contributions des adhérents, selon les modalités de calcul définies dans ses statuts, à l'article 12. Les contributions doivent permettre d'équilibrer le budget du syndicat.

*Actuellement le calcul de la cotisation annuelle pour chaque membre se fait selon les règles suivantes :*

- **Pour la contribution « ordures ménagères »**  
*Le calcul se fait selon une clé de répartition entre les EPCI, basée sur les tonnages d'ordures ménagères apportés par chaque intercommunalité. Ces règles de calcul de la cotisation pour les ordures ménagères ont été définies et justifiées par la création d'un équipement unique de traitement pour les 4 EPCI membres, à savoir l'unité de valorisation énergétique d'Echillais.*
- **Pour la contribution « emballages ménagers recyclables (EMR) »**  
*La compétence traitement des emballages ménagers et papiers étant relativement récente pour le SIL et en l'absence d'outil commun de traitement jusqu'alors, la contribution « EMR » se fait à l'euro-l'euro au regard des factures reçues par le SIL. Les EPCI membres ne payent actuellement pas les mêmes coûts de tri puisque les exutoires de traitement diffèrent.*
- **Pour la contribution « déchets verts »**  
*La contribution est calculée au réel des dépenses de l'année pour chaque EPCI.*
- **Pour la contribution « biodéchets »**  
*La contribution est calculée selon un tarif voté à la tonne selon le tonnage prévisionnel de l'EPCI apporteur.*

Aujourd'hui, dans un contexte national et local de baisse des ordures ménagères au profit d'une production croissante d'emballages et compte tenu de certaines disparités territoriales entre les 4 intercommunalités du SIL, il convient de modifier les modalités de calcul des différentes contributions, **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027**, comme suit :

- **Pour la contribution « ordures ménagères »**

Il paraît aujourd'hui important, en plus du coût lié aux tonnages produits sur chaque territoire, d'intégrer un critère lié à la population, y compris touristique, en se basant sur la population DGF logarithmée dans les modalités de calcul de cette cotisation.

Le mode de calcul sera donc le suivant :

Les contributions des EPCI couvrent l'ensemble des charges afférentes au traitement des ordures ménagères :

- d'une part, par répartition des charges de structure au regard de la population DGF Logarithmée de l'année N-1 de l'EPCI membre ;
- et d'autre part, par répartition des charges variables au regard des tonnages prévisionnels des Ordures Ménagères de l'EPCI membre.

La cotisation de régularisation est effectuée sur l'exercice suivant (N+1) afin de régulariser les contributions engagées par les EPCI en exercice N selon les modalités suivantes :

Ordures ménagères : répartition des charges de structure de la contribution au regard de la population DGF logarithmée de l'année N et des charges variables aux tonnages OM réels apportés

- **Pour la contribution « emballages ménagers recyclables (EMR) »**

Le centre de tri Altriane sera opérationnel au premier trimestre 2026 et accueillera l'intégralité des emballages et papiers du SIL (et des 4 EPCI membres). Cet outil de traitement sera financé par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, le syndicat mixte Cyclad et le SIL à hauteur des tonnages prévisionnels apportés par chacun.

Aussi, il est nécessaire que les modalités de calcul de la contribution « EMR » des EPCI membres du SIL suivent cette même clé de répartition, c'est-à-dire une contribution des coûts de traitement par répartition à la tonne prévisionnelle pour chaque EPCI.

Les contributions couvrent le coût réel de traitement des Emballages Ménagers Recyclables par répartition aux tonnes prévisionnelles pour chaque EPCI. La cotisation de régularisation est effectuée sur l'exercice suivant (N+1) afin de régulariser les contributions engagées par les EPCI en exercice N selon les modalités suivantes :

EMR : répartition du coût réel de traitement à la tonne traitée

- **Pour les contributions « déchets verts » et « biodéchets »**

Il n'y a pas de changement dans les modalités de calcul.

Ces nouvelles modalités de calculs des différentes contributions doivent être intégrées dans les statuts du SIL en modifiant en conséquence l'article 12. Les autres articles constituant les statuts restent inchangés.

## **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Vu** les articles L. 2224-13, L. 5211-11 et L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article L541-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 2 décembre 2021 portant approbation des statuts du Syndicat Intercommunautaire du Littoral ;

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et notamment sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages et des déchets assimilés ;

**Considérant** que chaque année, le Comité syndical du SIL délibère sur le montant des contributions des adhérents, selon les modalités de calcul définies dans ses statuts, à l'article 12 ; et que ces contributions doivent permettre d'équilibrer le budget du syndicat ;

**Considérant** que les modalités actuelles de calcul de la contribution « ordures ménagères » ne prennent pas suffisamment en compte les disparités territoriales des EPCI membres ;

**Considérant** la nécessité de revoir les modalités de calcul de la contribution « ordures ménagères » pour apporter une composante territoriale, à savoir la population, y compris la population touristique ;

**Considérant** que le SIL, la CdA de la Rochelle et le syndicat mixte Cyclad, ont signé une convention d'Entente intercommunautaire et engagé la création d'un centre de tri commun ;

**Considérant** la création du centre de tri Altriane, et son ouverture prévue au premier trimestre 2026 ;

**Considérant** que les quatre collectivités composant le périmètre du SIL disposeront bientôt d'un équipement commun de tri des emballages et papiers et que par conséquent elles souhaitent clarifier les modalités de calcul de la contribution « emballages ménagers recyclables - EMR », ;

**Considérant** que les changements de mode de calcul des différentes contributions nécessitent de modifier l'article 12 des statuts du Syndicat Intercommunautaire du Littoral ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

## **DÉCIDE**

- d'adopter les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunautaire du Littoral au 1<sup>er</sup> janvier 2027 tels qu'annexés à la présente délibération ;
- de notifier la présente délibération au Président du SIL en vue de solliciter l'arrêté préfectoral de modification statutaire.

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le 12/02/2026

ID : 017-241700699-20260206-DEL2026\_040-DE

**webdelib**

Délibération n° DEL2026\_040

**ADOpte À L'UNANIMITÉ**

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Le Président

Monsieur Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance

Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU